

Alain Dubourg

Contribution Afrique 2050

Forum IREA-Maison de l'Afrique

« Gagner la paix maintenant »

samedi 25 mai 2013

Afrique 2050 n'ayant pu intervenir à la session II du Forum, organisé par l'IREA-Maison de l'Afrique sur le thème: « Reconstruire l'économie », du fait de l'indisponibilité pour raison de santé de l'intervenant, nous lui avons adressé cette contribution.

Il est demandé à Afrique 2050 de traiter de la « reconstruction économique du Mali ». Avant d'aborder de front cette question, il convient d'indiquer les pré-requis d'une telle ambition.

L'économie malienne n'est pas à « reconstruire » : elle est à « refonder ».

L'intitulé du thème proposé « reconstruire le Mali » nous semble en dessous des nécessités et des enjeux. Il serait dramatique de reconstruire le pays sur les mêmes fondations pourries. Il nous semble qu'il aurait mieux valu conserver le sous-titre du forum « propositions pour une refondation politique économique et sociale ». Mais le terme refondation est peut-être encore trop faible au regard des enjeux ?

Nous proposons plutôt de reprendre un concept cher à Edgar Morin (1), celui de métamorphose. Le Mali n'a pas besoin d'un changement, ni même d'une mutation, il s'agit d'apporter une métamorphose à la société malienne dans tous ses fondements. La refondation de l'économie malienne doit donc se faire au sein d'une métamorphose de l'ensemble des composantes de la société.

Une mise à nu du pays, une mise à plat sans concession de toutes les dérives, pratiques et mensonges d'Etat permanents, une analyse exhaustive des raisons du naufrage du pays, en un mot un diagnostic rigoureux et sans complaisance est nécessaire pour espérer engager le pays dans un processus de métamorphose, pour qu'il devienne lui-même, fier de son autonomie enfin gagnée, de sa réelle indépendance, un pays majeur hors de toute tutelle qui sait et peut décider de sa voie sans être tenu par la main intéressée des bailleurs de fonds, un pays sorti d'une aide dite au développement qui n'a été depuis l'indépendance, qu'une aide à la stagnation, au statu quo.

¹ Edgar Morin, « La voie », Fayard Paris 2011.

L'exigence d'une métamorphose de la société malienne

J'arrive du Mali après un court séjour, mais le 23ième depuis 2006. Le pays se trouve, ou plus exactement subit, une crise sans précédent, qui est sans conteste la plus importante depuis l'indépendance. Les crises, surtout d'une telle gravité, qui touchent tous les fondements et structures de la société, peuvent être l'occasion d'une remise à plat totale d'un modèle économique, social, culturel, en l'occurrence ici, celui qui a conduit le Mali à la catastrophe. Il ne faudrait pas manquer une telle opportunité.

Quelles forces politiques et sociétales pour engager le processus de métamorphose de la société malienne ?

Face un tel enjeu une question se pose avec acuité, les forces politiques, sociales, sociétales existent-elle pour engager le Mali dans cet immense chantier de recomposition de toute la société ? Les nombreuses discussions que j'ai eues au cours de ce 23ième séjour me font redouter le risque de voir recommencer la même histoire avec les mêmes fossoyeurs, et donc poursuivre dans le chemin du désastre.

Le Mali a été massacré au cours de ces dernières décennies par une classe politique cynique, à la fois incompétente et exclusivement mobilisée sur ses intérêts personnels. Les grands bailleurs de fonds internationaux partagent avec elle la responsabilité du naufrage du pays. On rappellera simplement à cet égard la calamité pour les pays africains des politiques d'ajustements structurels (PAS), les ravages qu'elles ont accomplis et qui continuent à saigner la plupart des pays d'Afrique subsaharienne dont le Mali.

Une mise sous tutelle dramatique du Mali : « *le Mali est à rendre aux maliens* ».

La France, pour ne parler que d'elle, met le pays sous tutelle. Rien ne pouvait être pire. Les solutions de sortie de crise ne peuvent venir que des maliens eux-mêmes, car elles doivent être inscrites, profondément ancrées dans la culture malienne contemporaine. Mais le Mali ne pas encore avoir les forces sociales et politiques pour rejeter les solutions imposées par la France, l'Occident et ses institutions assassines. Nous reprenons à notre compte l'appel solennel **d'Aminata Dramane Traore** « *le Mali est à rendre aux maliens* » (2).

Les élections présidentielles ferment une issue proche à la refondation nécessaire de l'économie malienne

L'élection présidentielle imposée par la France et la communauté internationale occidentale est une catastrophe pour le Mali. Elle est porteuse de toutes les illusions. La conduite de celui qui sortira des urnes sera dictée par son tuteur français. Le peuple malien va être exclu de l'invention, de la construction de la marche vitale vers la refondation-métamorphose de son pays. Le risque d'aller vers une dictature pointe à l'horizon. Elle sera sans doute en apparence un peu molle, affichage obligé d'une vitrine démocratique, mais les recettes qui en sortiront seront toujours en conformité avec les intérêts des bailleurs de fonds internationaux et les intérêts privés, sans préoccupation réelle de ceux du peuple malien.

Des forces politiques maliennes « hors sujet »

²Aminata D. Traoré, Bamako le 03 mai 2013

Les partis politiques maliens, dans leur grande majorité, sont enfermés dans une vision statique de la société malienne. Les meilleurs ne sont capables que d'aligner le même chapelet de mesures économiques sans s'attaquer à des mesures structurelles radicales et sans porter de vision de la révolution sociétale nécessaire à leur mise en œuvre. Aussi ne le sont-elles jamais !

Mais, vous me direz, ce n'est pas le sujet que l'on vous a demandé de traiter, quid de la refondation économique du Mali ? Nous allons nous soumettre à l'exercice, en essayant de ne pas nous mettre en contradiction avec ces propos liminaires.

Il nous a semblé indispensable d'exprimer auparavant notre appréciation sur le rapport des forces au Mali qui nous paraît défavorable à une perspective proche de mise en œuvre par la société malienne d'un processus autonome, spécifique de construction d'une nouvelle société au bénéfice exclusif du peuple malien. Nous mesurons le pessimisme que cette analyse véhicule et qui sera sans doute diversement apprécié.

Afrique 2050 est un cercle de réflexion animé par des africains francophones, lusophones et anglophones, pour l'essentiel de la diaspora et de quelques européens. Cette intervention est faite au nom de l'association. Notre conviction selon laquelle les solutions ne peuvent venir que du peuple malien lui-même n'interdit pas une réflexion commune, un apport d'expériences d'africain(e)s résident(e)s en Europe, pour que le Mali ne reproduise pas les politiques libérales qui conduisent les pays occidentaux et leurs peuples droits dans le mur, avec le risque d'y entraîner l'humanité toute entière.

L'intervention d'Afrique 2050 se limitera à des réflexions à caractère général sur le thème de la refondation économique du Mali, et sur ce que nous considérons comme des conditions a priori pour la mettre en œuvre.

Conditions pour une refondation de l'économie malienne

1) Construire un Etat souverain et stratège

La refondation de l'économie malienne présuppose un Etat souverain et stratège, c'est-à-dire un Etat en mesure de s'assumer pour concevoir et mettre en œuvre des politiques publiques en se libérant du modèle occidental – lui-même en crise systémique – qui a été plaqué sur une réalité historique, sociale, culturelle et humaine sans similitude avec l'Occident. D'où le désastre que vit le Mali aujourd'hui.

2) Elaborer une stratégie fiscale sur le moyen et long terme

Un Etat souverain et stratège ne peut pas exister sans un budget qui correspond à la fois aux moyens du pays et aux ambitions de refondation-métamorphose. Toute la fiscalité est revoir, et l'autorité de l'Etat pour la collecte de l'impôt est à construire. Pour cela la politique fiscale doit être totalement transparente afin de recouvrer la confiance du peuple aujourd'hui inexistante et le convaincre de la nécessité de

La Maison des Associations 8, rue du Général Renault, 75011 Paris.

www.afrique2050.org afrique2050@orange.fr

© Afrique2050 Reproduction et diffusion interdite sans autorisation préalable

participer aux finances publiques conditions sine qua non de l'autonomie du pays et de sa capacité à concevoir, impulser puis mettre en œuvre des politiques publiques.

3) Réinventer les modes de participation du peuple

Le système de démocratie représentative imposé par l'occident à tous le pays comme paradigme unique est à revisiter en totalité. Son inanité, son inefficacité ne sont plus à démontrer. La crise actuelle devrait lui porter l'estocade finale.

Les nouvelles formes de participation populaire devraient être discutées par le peuple malien lui-même dans un immense débat national, où l'utilisation exclusive du français devrait être bannie au profit des langues vernaculaires locales (en attendant que le bambara devienne la langue partagée par tout le peuple, sans exclure bien entendu la pratique locale de langues).

4) Réinventer la décentralisation

C'est l'outil majeur de la participation du peuple malien au processus de refondation de l'économie malienne. L'Etat souverain et stratège devra donner enfin les moyens humains et financiers pour une véritable décentralisation au sein de laquelle les populations locales auront pleinement la parole et accès aux prises de décisions selon les modalités choisies par elles et conformes aux valeurs de la société malienne.

5) Concevoir et construire une politique industrielle

Sans création d'un secteur de production, créateur de valeur ajoutée, le pays ne peut espérer initier des politiques publiques autonomes. La démographie galopante au Mali rend nécessaire une croissance à deux chiffres, elle passe par la création d'un secteur industriel dans une conception environnementale et écologique totalement innovante. Les aides au développement lui ont jusqu'ici interdit ce secteur productif afin que la valeur ajoutée soit réalisée dans les pays occidentaux. Il faut renverser la situation. S'il le veut, le Mali a des moyens de pression pour que l'aide au développement se concentre sur l'émergence de ce secteur.

Bien entendu, le pays doit retrouver sa pleine et entière maîtrise des richesses de son sous-sol comme de son sol, et dénoncer les contrats léonins imposés par les grands groupes multinationaux, les réviser au bénéfice du pays et de sa population

6) Se libérer de l'aide au développement

La Maison des Associations 8, rue du Général Renault, 75011 Paris.

www.afrique2050.orgafrique2050@orange.fr

© Afrique2050 Reproduction et diffusion interdite sans autorisation préalable

Le pays doit se libérer progressivement, mais avec détermination, de l'aide au développement des pays occidentaux et moyen-orientaux qui ont maintenu le Mali dans un statu quo mortifère. Elle n'était dispensée qu'en fonction des intérêts des bailleurs de fonds et de l'oligarchie malienne. Elle s'est avérée un outil redoutable de la corruption. Le processus de libération de l'aide au développement doit être engagé avec une grande détermination. C'est la condition de la construction d'une république malienne indépendante et fière.

7) Refonder tous les services régaliens, armée, sécurité intérieure, justice

Tâche immense qui relève de l'Etat souverain et stratège car la décomposition jusqu'à la moelle des services régaliens maliens a été un processus engagé de longue date, qui est arrivé à maturation et qui nous fait affirmer que l'Etat malien n'assumait plus ses prérogatives régaliennes. A la veille du coup d'Etat du 22 mars l'Etat malien était déjà à l'agonie. Il est tombé comme un fruit pourri.

8) Concevoir et construire des services d'intérêt général

L'Etat stratège doit définir le périmètre des services publics, c'est-à-dire les services qui à terme doivent permettre un accès égal à toute la population urbaine et rurale du Mali, tels l'éducation, la santé, l'eau, l'énergie, les transports etc... Il doit tracer les priorités tant la tâche est monumentale.

a. Refonder le système éducatif

Il a été massacré par Alpha Oumar Konaré, dont l'œuvre destructrice a été allègrement poursuivie par Amadou Toumani Touré. Résultat terrifiant, 70% de la population est aujourd'hui analphabète ⁽³⁾. C'est un des problèmes majeurs du pays qui facilite l'exclusion du débat citoyen de cette partie majoritaire de la population. La priorité des priorités devrait être, selon nous, donnée à la création d'un vaste secteur d'enseignement professionnel, qui apporterait la main d'œuvre qualifiée nécessaire à la révolution industrielle du Mali.

b. Créer un système public de protection sociale, santé, retraite

Le système de protection sociale est quasiment inexistant au Mali. Dans le domaine de la santé publique des CESCO fonctionnent, mais ils dépendent le plus souvent de subventions privées et sont délabrés. Quant aux pensions de retraite elles concernent une infime minorité de maliens et sont le plus souvent dérisoires.

Là encore, la tâche est monumentale. Mais sans des salariés protégés le Mali ne peut espérer voir décoller son économie.

³ Source : Institut National de la Statistique (INSTAT 2010)

La Maison des Associations 8, rue du Général Renault, 75011 Paris.

www.afrique2050.org afrique2050@orange.fr

© Afrique2050 Reproduction et diffusion interdite sans autorisation préalable

9) Organiser une sortie progressive de l'économie informelle

La ville de Bamako, avec celle de Cotonou affiche le taux le plus important d'emplois dans le secteur informel, 77,5%, sur un panel étudié de onze pays francophones d'Afrique subsaharienne (4). L'économie informelle est un obstacle à la réalisation d'un budget de l'Etat. Certes c'est le secteur qui est aujourd'hui le plus créateur d'emplois, son éradication doit donc être progressive.

Ces politiques publiques doivent être conçues par un « Etat souverain et stratège » au sein d'une vaste concertation nationale dans une perspective de 15 à 20 ans, avec des objectifs annuels.

La simple énumération de ces grands axes stratégiques pour une métamorphose institutionnelle, économique, sociale et culturelle du Mali, met en exergue l'immensité de la tâche tant le pays a été sacrifié sur l'autel des intérêts privés au cours ces dernières décennies. Mais de nombreux obstacles sont à franchir avant qu'un processus de mise en œuvre voit le jour. La société malienne a-t-elle les forces pour les surmonter ? Dans l'immédiat nous ne le pensons, pas. Toutefois le peuple malien en possède les ressources potentielles. Nous sommes convaincus qu'il saura les faire émerger car il en va de la pérennité du Mali.

La métamorphose improbable

La sortie de crise vers des solutions durables n'est envisageable que si la population est impliquée dans le processus car c'est elle d'abord qui doit l'inventer. Nous sommes parfaitement conscients que de nombreux obstacles s'érigent devant une telle ambition. La misère, le souci de la survie quotidienne, l'analphabétisme et l'illettrisme massifs, les ravages de la philosophie consumériste occidentale qui irrigue progressivement et avec une extrême perversité la société malienne notamment la jeunesse urbanisée, l'absence d'une langue nationale commune de compréhension et d'échange, l'utilisation quasi exclusive de la langue française par les politiques, la prégnance culturelle du clientélisme, rendent improbable l'espoir d'aboutir à la faveur de cette crise tectonique, à une refondation de la société, à sa métamorphose.

L'inquiétante hypothèque islamiste

Le sujet commence à être abordé par les maliens, et pas seulement dans la capitale. Confrontés à la déliquescence des partis politiques totalement déconsidérés, à leur rejet

⁴ Philippe De Vreyer, François Roubaud, « les marchés urbains du travail en Afrique subsaharienne », Agence Française de Développement (AFD), Editions IRD, mars 2013

massif par la population, la crainte, mais l'espoir chez d'autres, de voir les islamistes modérés – salafistes piétistes – accéder au pouvoir commence à être exprimés. Les deux dirigeants du Haut Conseil Islamique au Mali (HCIM), par ailleurs en forte rivalité, l'un wahhabite, Mahmoud Dicko, l'autre soufiste, Cheick chérif Ousmane Haïdara, ne s'y trompent pas. Ils multiplient les signes de leur intérêt pour les élections présidentielles, ce qui indiquerait que les mouvements religieux islamiques piaffent d'entrer dans la danse électorale d'une manière ou d'une autre. La décision de la forme de leur intervention n'est, semble-t-il, pas prise, mais le principe est affiché. Leur entrée sur la scène politique et électorale changerait profondément la donne, et le peuple malien pourrait alors dire adieu, et pour quelques années, à tout espoir de voir le Mali s'engager dans une refondation économique.

Le Mali espoir de l'Afrique, de l'humanité pour contribuer à la métamorphose de la société ?

Le continent africain, notamment subsaharien, est la dernière chance offerte à l'humanité pour instaurer un modèle de développement en rupture totale avec le système capitaliste ravageur qui domine la planète et la détruit un peu plus chaque jour. Les pays émergents ont malheureusement adopté ce modèle, quitte même à le pousser jusqu'au maximum de sa logique destructrice, ainsi la Chine.

La crise sociétale qui ébranle tous les anciens fondements de la société malienne pourrait être, si les forces existent, une immense opportunité pour imprimer une nouvelle voie de développement respectueuse des hommes et de leur environnement, une voie qui aiderait l'humanité à sortir de l'impasse suicidaire dans laquelle le capitalisme triomphant l'entraîne. Dans l'immédiat des élections présidentielles, ce rêve semble illusoire, mais sait-on jamais, les forces vives, la jeunesse, les intellectuels pourraient se réveiller et conduire le Mali dans cette voie d'espoir pour tous ?

Alain Dubourg

Afrique 2050